



AUX ORIGINES DE LA GUERRE ISRAËL-HAMAS ANALYSE

## Aux origines de l'histoire complexe du Hamas

**Le Hamas replace violemment la question palestinienne sur le devant de la scène géopolitique. Retour aux origines du mouvement islamiste palestinien, fondé lors de la première Intifada et classé organisation terroriste par les États-Unis et l'Union européenne.**

Rachida El Azzouzi - 16 octobre 2023 à 12h55

L'armée israélienne a indiqué, samedi 14 octobre, avoir tué deux figures du Hamas qui auraient joué un rôle majeur dans l'attaque terroriste qui a plongé il y a une semaine le peuple israélien dans « les jours les plus traumatiques jamais connus depuis la Shoah », pour reprendre l'expression de la sociologue franco-israélienne Eva Illouz (plus de 1 300 morts, 3 200 blessés ainsi qu'au moins 120 otages, parmi lesquels de nombreux civils).

Le responsable des Nukhba, les unités d'élite du Hamas, Ali Qadi, aurait été tué, de même que Merad Abou Merad, chef des opérations aériennes dans la ville de Gaza. Dimanche, c'est la mort d'un commandant des Nukhba, Bilal el-Kadra, présenté par l'armée israélienne comme le responsable des massacres du 7 octobre dans les kibboutz de Nirim et de Nir Oz, qui a été annoncée.

Depuis l'offensive surprise du Hamas, Israël assiège et pilonne en représailles la bande de Gaza. Ses bombardements ont fait en l'espace de quelques jours 2 750 morts, dont plus de 700 enfants, et 9 700 blessés, selon un bilan du ministère palestinien de la santé du Hamas établi lundi matin. « Ce n'est que le début », a prévenu le premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou, qui a déclaré : « Le Hamas, c'est Daech et nous allons les écraser et les détruire comme le monde a détruit Daech. »

S'il est difficile de ne pas convoquer la barbarie de Daech en Syrie, en Irak ou sur le sol européen devant les massacres commis le 7 octobre par le mouvement islamiste palestinien dans la rue, des maisons ou en pleine rave party, la comparaison entre les deux organisations a ses limites.

« Oui, le Hamas a commis des crimes odieux, des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, mais c'est un mouvement nationaliste qui n'a rien à voir avec Daech ou Al-Qaïda, nuance Jean-Paul Chagnollaud, professeur des universités, directeur de l'Institut de recherche et d'études Méditerranée/Moyen-Orient (iReMMO). Il représente ou représentait largement un bon tiers du peuple palestinien. Si Mahmoud Abbas [chef de l'Autorité palestinienne – ndlr] a annulé les élections il y a deux ans, c'est parce que le Hamas avait des chances d'emporter les législatives. »

« La comparaison avec Daech a une visée politique qui consiste à enfermer le Hamas dans un rôle de groupe djihadiste, abonde le chercheur Xavier Guignard, spécialiste de la Palestine au sein du centre de recherche indépendant Noria. Je comprends le besoin de caractériser ce qu'il s'est produit, mais cette comparaison nous prive de voir tout ce qu'est aussi le Hamas », un mouvement islamiste de libération nationale, protéiforme, politique et militaire, qui est l'acronyme de « Harakat al-muqawama al-islamiya », qui signifie « Mouvement de la résistance islamique ».

Considéré comme terroriste par l'Union européenne, les États-Unis ainsi que de nombreux pays occidentaux, le Hamas, dont la branche politique dans la bande de Gaza est dirigée par Yahya Sinouar (qui fut libéré en 2011 après vingt-deux ans dans les geôles israéliennes lors de l'échange de 1 027 prisonniers palestiniens contre le soldat franco-israélien Gilad Shalit), est arrivé au pouvoir lors d'une élection démocratique. Il a remporté les législatives de 2006. L'année suivante, il prend par la force le contrôle de la bande de Gaza au terme d'affrontements sanglants et aux dépens de l'Autorité palestinienne (AP), reconnue par la communauté internationale et dominée par le Fatah

(Mouvement national palestinien de libération, non religieux) de Mahmoud Abbas, qui contrôle la Cisjordanie.

## Guerre fratricide

Cette prise de pouvoir constitue un moment charnière. Elle provoque une guerre fratricide entre les formations palestiniennes et offre à l'État hébreu une occasion de durcir encore, en riposte, le blocus dans la bande de Gaza, en limitant la circulation des personnes et des biens, avec le soutien de l'Égypte. Un blocus dévastateur par terre, air et mer qui asphyxie l'économie et la population depuis plus d'une décennie et a été aggravé par les guerres successives et les destructions sous l'effet des bombardements israéliens.

Officiellement, pour Israël, qui a décolonisé le territoire en 2005, le blocus vise à empêcher que le Hamas, qui se caractérise par une lutte armée contre l'État hébreu, se fournisse en armes. Créé en décembre 1987 par les Frères musulmans palestiniens (dont la branche a été fondée à Jérusalem en 1946, deux ans avant la proclamation de l'État d'Israël), lors de la première intifada (soit le soulèvement palestinien contre l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de la bande de Gaza), alors massive et populaire, le mouvement a épousé la lutte armée contre Israël à cette époque.

« *Un profond débat interne* » avait alors agité ses fondateurs, comme le raconte sur la plateforme Cairn l'universitaire palestinien Khaled Hroub : « *Deux points de vue s'opposent. Les uns poussent à un tournant politique dans le sens d'une résistance à l'occupation, contournant par là les idées anciennes et traditionnelles en fonction desquelles il convient de penser avant tout à l'islamisation de la société. Les autres relèvent de l'école classique des Frères musulmans : "préparer les générations" à une bataille dont la date précise n'est toutefois pas fixée. Avec l'éruption de l'intifada, les tenants de la ligne dure gagnent du terrain, arguant des répercussions très négatives sur le mouvement si les islamistes ne participent pas clairement au soulèvement, sur un même plan que les autres organisations palestiniennes qui y prennent part.* »

## En 1991, la branche du Hamas consacrée au renseignement devient une branche armée.

Acculé par son « *rival plus petit et plus actif* », le Jihad islamique, « *une organisation de même type – et non pas nationaliste ou de gauche* », poursuit Khaled Hroub, le Hamas a fini par accélérer sa transformation interne.

La transformation de la branche palestinienne des Frères musulmans en Mouvement de la résistance islamique n'est pas allée de soi, et les discussions ont été vives avant que le sheikh Yassin, tout frêle qu'il soit dans son fauteuil roulant de paralytique, ne l'emporte. Une partie des membres tenaient en effet à rester sur la ligne frériste : transformer la société par le prêche, l'éducation et le social. Le nationalisme n'a pas droit de cité dans cette conception, c'est la communauté des croyants qui compte. Le Hamas, lui, rajoute à l'islam politique une dimension nationaliste.

Sa charte, 36 articles en cinq chapitres, rédigée en 1988, violemment antisémite, est sans équivoque : le Hamas appelle au *djihad* (guerre sainte) contre les juifs, à la destruction d'Israël et à l'instauration d'un État islamique palestinien. Vingt-neuf ans plus tard, en 2017, une nouvelle charte est publiée sans annuler celle de 1988. Le Hamas accepte l'idée d'un État palestinien limité aux frontières de 1967, avec Jérusalem pour capitale et le droit au retour des réfugiés, et dit mener un combat contre « *les agresseurs sionistes occupants* » et non contre les juifs.

---

### Sur la charte de 1988 et le document de 2017

La charte du Hamas, publiée en 1988 (il existe une traduction du texte intégral réalisée par le chercheur Jean-François Legrain, spécialiste du Hamas), reprend les antiennes antisémites européennes. Elle définit le Hamas comme « *un des épisodes du djihad mené contre l'invasion sioniste* » et affirme notamment que le mouvement « *considère que la terre de Palestine [dans cette acceptation Israël, Cisjordanie et bande de Gaza – ndlr] est une terre islamique de waqf [mot arabe signifiant legs pieux et désignant des biens inaliénables dont l'usufruit est consacré à une institution religieuse ou d'utilité publique – ndlr] pour toutes les générations de musulmans jusqu'au jour de la résurrection. Il est illicite d'y renoncer tout ou en partie, de s'en séparer tout ou en partie* ».

Dans son livre *Le Grand aveuglement*, sur les relations parfois en forme de pas-de-deux, entre les dirigeants israéliens successifs et le Hamas, Charles Enderlin cite de nombreux rapports du Shabak, service de renseignement intérieur de l'État hébreu. Dont celui-ci, dans la foulée de la diffusion de la charte de 1988 : « *Le Hamas présente la libération de la Palestine comme liée à trois cercles : palestinien, arabe et islamique. Cela signifie le rejet absolu de toute initiative en faveur d'un accord de paix, car : "Renoncer à une partie de la Palestine équivaut à renoncer à une partie de la religion. La seule solution au problème palestinien c'est le djihad".* »

Dans la lignée de ce texte, le Hamas, qui n'appartient pas à l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), dont fait partie le Fatah, parti de Yasser Arafat, rejette évidemment les Accords d'Oslo et toutes les phases de négociations.

Au fil des années cependant se feront jour des déclarations plus pragmatiques. Le sheikh Yassin lui-même a, avant son assassinat par Israël en 2004, affirmé à plusieurs reprises que le Hamas était près à une *hudna* (trêve) avec l'État hébreu, laissant aux générations futures le soin de reprendre, ou non, le combat.

La participation du Hamas aux élections législatives de 2006 est considérée comme une reconnaissance informelle et non dite de l'État d'Israël. Le Hamas accepte en effet un scrutin qui se déroule sur une partie, et une partie seulement, de la Palestine historique, celle des frontières de 1967, ceci en contradiction avec la charte de 1988.

Dans une longue et savante analyse, l'historien Jean-François Legrain, reconnu comme un des meilleurs spécialistes français du Hamas, explique que la charte de 1988, écrit par un individu anonyme, n'a pas fait consensus dans les instances dirigeantes du Hamas. Elle était très peu citée par ses cadres. Ce qui ne signifie pas que des responsables du Hamas ne tenaient pas des discours antisémites. Lors d'une interview en 2009, Mahmoud al-Zahar, alors important responsable du Hamas dans la bande de Gaza, défendait la véracité du *Protocole des sages de Sion*, cité dans la charte de 1988.

Au cours de la décennie qui suit sa victoire aux élections législatives puis sa guerre fratricide avec le Fatah, le Hamas, maître désormais de la bande de Gaza, montrera qu'il ne renonce pas à la lutte armée : s'il semble avoir renoncé aux attentats-suicides, si nombreux de 1993 à 1996 puis entre 2001 et 2005, il lance régulièrement des roquettes Qassam, du nom de sa branche militaire, en direction du territoire israélien.

Ce sont les civils qui en paient le prix, avec des guerres lancées contre la bande de Gaza en 2008, 2012, 2014 et 2021. Le Hamas, sans abandonner la lutte armée, adopte en 2017 un *Document de principes et de politique généraux* qui semble aller contre les principes de la charte de 1988. Il ne s'agit plus de lutter contre les Juifs, mais contre les sionistes : « *Le Hamas affirme que son conflit porte sur le projet sioniste et non sur les Juifs en raison de leur religion. Le Hamas ne mène pas une lutte contre les Juifs parce qu'ils sont juifs, mais contre les sionistes qui occupent la Palestine* » (article 16). Plus remarqué encore, l'acceptation des frontières de 1967 : « *Le Hamas rejette toute alternative à la libération pleine et entière de la Palestine, du fleuve à la mer. Cependant, sans compromettre son rejet de l'entité sioniste et sans renoncer à aucun droit palestinien, le Hamas considère que la création d'un État palestinien pleinement souverain et indépendant, avec Jérusalem comme capitale, selon les lignes du 4 juin 1967, avec le retour des réfugiés et des personnes déplacées dans leurs foyers d'où ils ont été expulsés, est une formule qui fait l'objet d'un consensus national* » (article 20).

La charte de 1988 n'est pour autant pas caduque, explique à la chercheuse Leila Seurat Khaled Mechaal, un des membres fondateurs du Hamas : « *Le Hamas refuse de se soumettre aux desideratas des autres États. Sa pensée politique n'est jamais le résultat de pressions émanant de l'extérieur. Notre principe c'est : pas de changement de document. Le Hamas n'oublie pas son passé. Néanmoins la charte illustre la période des années 1980 et le document illustre notre politique en 2017. À chaque époque ses textes. Cette évolution ne doit pas être entendue comme un éloignement des principes originels, mais plutôt comme une dérivation (ichtiqaq) de la pensée et des outils pour servir au mieux la cause dans son étape actuelle.* »

Le nouveau document maintient, de toute façon, la lutte armée comme moyen de parvenir à ses fins.

---

En 1991, la branche du Hamas consacrée au renseignement devient une branche armée, celle des Brigades Izz al-Din al-Qassam. À partir d'avril 1993, l'année des accords d'Oslo signés entre l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) de Yasser Arafat et l'État hébreu, que le Hamas a rejetés estimant qu'il s'agissait d'une capitulation, les Brigades Izz al-Din al-Qassam mènent régulièrement des attaques terroristes contre les soldats et les civils israéliens pour faire échouer le processus de paix. Pendant des

années, elles privilégient les attentats-suicides, avant d'opter à partir de 2006 pour les tirs de roquettes et de mortiers depuis Gaza.

Ces dernières années, le Hamas, critiqué pour sa gestion autoritaire de la bande de Gaza, sa corruption, ses multiples violations des droits humains (il a réprimé en 2019 la colère de la population exténuée par le blocus israélien), était réputé en perte de vitesse, mis face à l'usure du pouvoir.

### Prise de pouvoir de la branche militaire

Son offensive meurtrière par la terre, les airs et la mer du samedi 7 octobre – cinquante ans, quasiment jour pour jour, après le déclenchement de la guerre de Kippour et à l'heure des accords d'Abraham visant à normaliser les relations entre Israël et plusieurs pays arabes sur le dos des Palestiniens et sous pression des États-Unis – le replace en première ligne. Elle révèle sa nouvelle puissance ainsi qu'un savoir-faire jusque-là inédit dans sa capacité de terrasser l'une des armées les plus puissantes de la région et d'humilier le Mossad et le Shin Bet, les tout-puissants organes du renseignement extérieur et intérieur israélien.

Elle révèle aussi le pouvoir pris par la branche militaire sur la branche politique d'un mouvement sunnite qui serait fort d'une mini-armée, dotée d'environ 40 000 combattants et de multiples spécialistes, notamment en cybersécurité, selon Reuters. Un mouvement qui peut compter sur ses alliés du « Front de la résistance » pour l'équiper : l'Iran, la Syrie et le groupe islamiste chiite Hezbollah au Liban, avec lesquels il partage le rejet d'Israël.

Sur les plans militaire, diplomatique et financier, l'Iran chiite est l'un de ses principaux soutiens. Selon un rapport du Département d'État américain de 2020, cité par Reuters, l'Iran fournit environ 100 millions de dollars par an à des groupes palestiniens, notamment au Hamas. Cette aide aurait considérablement augmenté au cours de l'année écoulée, passant à environ 350 millions de dollars, selon Reuters.

Le Hamas n'est pas seulement un mouvement politique et

une organisation combattante, c'est aussi une administration. À ce titre, il lève des impôts et met en place des taxes sur tout ce qui rentre dans la bande de Gaza, soit légalement, par les points de passage avec Israël et avec l'Égypte, soit illégalement. Les revenus qu'il perçoit ainsi sont estimés à près de 12 millions d'euros par mois. Ce qui est peu, finalement, car cette administration doit payer ses fonctionnaires et assurer un minimum de protection sociale, sous forme d'écoles, d'institutions de santé, d'aides aux plus défavorisés. Il est en cela aidé par le Qatar sunnite, avec l'aval du gouvernement israélien. L'émirat a ainsi versé 228 millions d'euros en 2021 et cette somme devait être portée à 342 millions en 2021.

Le Hamas figurant sur les listes américaine et européenne des mouvements soutenant le terrorisme, le système bancaire international lui est fermé. Aussi, quand cette aide est mise en place, en 2018, ce sont des valises de billets qui arrivent, en provenance du Qatar, à l'aéroport de Tel Aviv et prennent ensuite la route de Gaza où elles pénètrent le plus officiellement du monde. Par la suite, les opérations seront plus discrètes.

Plus discrets, aussi, d'autres transferts à des fins moins avouables que le paiement du fuel pour la centrale électrique ou des médicaments pour les hôpitaux. Ceux-là arrivent jusqu'au Hamas par des cryptomonnaies. Même si les relations avec l'Iran sont moins bonnes depuis que le Hamas a soutenu la révolution syrienne de 2011, la république islamique reste encore le principal financier de son arsenal, de l'aveu même d'Ismail Haniyeh. Le chef du bureau politique du Hamas, basé à Doha, a affirmé en mars 2023 que Téhéran avait versé 66 millions d'euros pour l'aider à développer son armement.

« Le Hamas a été promu en sous-main par Nétanyahou. »

Elias Sanbar, écrivain palestinien

Le Qatar accueille également plusieurs des dirigeants du Hamas. Quand ils ne s'abritent pas au Liban ou dans « le métro » de Gaza, ce dédale de tunnels creusés sous terre depuis l'aube des années 2000, qui servent tout à la fois de planques et d'usines où l'on fabrique ou importe des armes, bombes, mortiers, roquettes, missiles antichar et

antiaériens, etc.

Pour les uns, le Hamas a enterré la cause palestinienne à jamais le 7 octobre 2023 et est le meilleur ennemi des Palestiniens. Pour les autres, il a réalisé un acte de résistance, de libération nationale face à la permanence de l'occupation, la mise en danger des lieux saints à Jérusalem, l'occupation en Cisjordanie. « *Quand il s'agit de la cause palestinienne, tout mouvement se dressant contre Israël est considéré comme un héraut, quelle que soit son idéologie* », constate Mohamed al-Masri, chercheur au Centre arabe de recherches et d'études politiques de Doha, au Qatar, [dans un entretien à Mediapart](#).

Samedi 7 octobre, c'est Mohammed Deif qui a annoncé le lancement de l'opération « Déluge d'al-Aqsa » contre Israël pour « *mettre fin à tous les crimes de l'occupation* ». Le nom n'est pas choisi au hasard. Il fait référence à l'emblématique mosquée dans la vieille ville de Jérusalem, symbole de la résistance palestinienne et troisième lieu saint de l'islam après La Mecque et Médine, d'où le prophète Mahomet s'est élevé dans le ciel pour rencontrer les anciens prophètes, dont Moïse, et se rapprocher de Dieu.

Mohammed Deif est l'ennemi numéro un de l'État hébreu, le cerveau de ce qui est devenu « le 11-Septembre israélien » : il est le commandant de la branche armée du Hamas. Surnommé le « chat à neuf vies » pour avoir survécu à de multiples tentatives d'assassinat, Mohammed Diab Ibrahim al-Masri, de son vrai nom, serait né en 1965 dans le camp de réfugiés de Khan Younés, dans le sud de la bande de Gaza. Il doit son surnom de « Deif » –

« invité » en arabe – au fait qu'il ne dort jamais au même endroit.

Il a rejoint le Hamas dans les années 1990, connu la prison israélienne pour cela, avant d'aider ensuite à fonder la branche armée du Hamas dans les pas de son mentor qui lui a appris les rudiments des explosifs, Yahya Ayyash. Après l'assassinat de ce dernier, il a pris les rênes des Brigades Al-Qassam. Israël peut détruire l'appareil du Hamas, avec des assassinats ciblés. D'autres se tiennent prêts à prendre la relève dans l'ombre des maîtres. Deif en est un exemple emblématique.

« *Le Hamas a été promu en sous-main par Nétanyahou, rappelle dans un entretien à Mediapart l'écrivain palestinien et ancien ambassadeur de la Palestine auprès de l'Unesco, Elias Sanbar. J'ai le souvenir, tandis qu'Israël organisait un blocus financier à l'encontre du Fatah et de l'Autorité palestinienne, que les transferts d'argent au Hamas passaient alors par des banques israéliennes ! La créature d'Israël s'est retournée contre lui. Entre-temps, elle s'est nourrie des échecs de l'Autorité palestinienne, dont les représentants sont accusés d'être des naïfs, sinon des traîtres, partant depuis 1993 dans des négociations avec Israël pour en revenir toujours bredouilles.* »

**Rachida El Azzouzi**

---

## Boîte noire

Gwenaëlle Lenoir a contribué à cet article.

---